

**M. Ouellet:** Allons.

**M. Mulroney:** C'est pourquoi nous allons continuer dans la voie où nous nous sommes engagés parce que nous estimons, comme le disait d'ailleurs le rapport de l'OCDE hier, que le gouvernement canadien a un meilleur bilan que la très grande majorité des pays de l'OCDE.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** Je sais très bien que mon très honorable collègue nous appuie entièrement dans notre volonté de créer des emplois et d'assurer la justice au Canada.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT EST DISPOSÉ À RETIRER IMMÉDIATEMENT LE PROJET DE LOI C-70

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Monsieur le premier ministre, nous sommes à la période des Fêtes, nous sommes dans une période où non seulement les paroles doivent être généreuses, mais les gestes également. Tous les gens au Canada vont échanger des cadeaux à l'occasion de Noël et du Nouvel An. Nous avons ici des représentants de tous les groupements qui vous demandent... et ce n'est pas seulement l'opposition, mais tous ces gens-là, dis-je, les chefs religieux, les organismes familiaux, les femmes, vous demandent si vous seriez assez généreux pour annoncer immédiatement le retrait du projet de loi C-70 pour le bien-être de tous nos enfants au Canada.

[Traduction]

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, comme on l'a dit à maintes reprises à la Chambre, l'augmentation du crédit d'impôt pour enfants compense tout changement aux allocations familiales.

**M. Nystrom:** Scrooge.

**M. Epp (Provencher):** Les députés savent que, le 1<sup>er</sup> janvier, les allocations familiales vont augmenter et non diminuer comme ils le répandent à travers le pays.

**Mme Mitchell:** C'est inexact.

**M. Heap:** Vous savez que ce n'est pas vrai.

**M. Epp (Provencher):** De plus, le projet de loi C-70 se conforme au principe selon lequel les fonds des programmes sociaux sont dirigés vers ceux qui ont le plus besoin d'aide. Ce principe demeure.

[Français]

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE SERAIT PRÊT À RENCONTRER LES REPRÉSENTANTS DE CERTAINS GROUPES

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse toujours au très honorable premier ministre. Monsieur le premier ministre, pourquoi votre Bureau a-t-il refusé de vous permettre de rencontrer tous les représentants religieux ainsi que les organismes familiaux qui désirent discuter avec vous d'un sujet

### Questions orales

important? Est-ce que le premier ministre serait prêt à les rencontrer à la sortie de la Chambre?

[Traduction]

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, le gouvernement a eu, avec divers groupes, des rencontres qui n'ont pas porté uniquement sur le projet de loi. Le ministre des Finances et moi avons récemment discuté d'autres questions avec des groupes de réforme sociale. Ces réunions vont se poursuivre. Le député ne doit pas oublier que les ministres du gouvernement tiennent des réunions avec ces groupes et qu'ils continueront de le faire. Il pourra vérifier qu'il en est bien ainsi.

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE S'IL EST DISPOSÉ À DISCUTER DE LA DÉCISION DU GOUVERNEMENT DE RÉDUIRE LES ALLOCATIONS FAMILIALES

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je voudrais au départ me joindre au premier ministre et au très honorable chef de l'opposition pour souhaiter à tous les députés d'en face, au nom de mes collègues, une bonne et heureuse année sur le plan personnel.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Et nous?

**M. Broadbent:** Et en ce qui concerne le parti qui est à ma droite, au sens figuré, je dis sans la moindre réserve que je souhaite à tous ses membres et à leurs familles une nouvelle année heureuse sur le plan personnel.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Je tiens même à transmettre sans la moindre réserve, et avec la plus grande des générosités, comme dirait le premier ministre, mes vœux de bonheur à tous les hommes et les femmes qui se trouvent dans la tribune des visiteurs.

**M. Benjamin:** Exception faite de Mike Duffy.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Revenons à présent à Scrooge.

[Français]

J'ai une question concernant la décision du gouvernement de réduire les allocations familiales. Il existe ici, à Ottawa, une coalition qui représente un grand nombre de Canadiens de toutes les régions qui veut avoir une réunion aujourd'hui avec le premier ministre. Ma question s'adresse au premier ministre: Voudrait-il accepter cette invitation? Voudrait-il discuter avec les Canadiens la décision du gouvernement de réduire les allocations familiales?

[Traduction]

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, on en a déjà discuté. On en a parlé à l'occasion du débat entourant le budget et le projet de loi; on en a parlé au comité législatif, et encore une fois lorsque le projet de loi nous a été renvoyé. Les députés ministériels et de l'opposition en ont discuté avec le public. Cette discussion a donc déjà eu lieu.